

La manifestation d'une rupture ? Lyautey / Pétain face à la guerre du Rif

Auteur : LCL Porte



Cliché : DR

La question des rapports entre les maréchaux Lyautey et Pétain au milieu des années 1920, lorsque le second remplace de fait le premier dans ses responsabilités de

commandant en chef au Maroc, est assez bien documentée, mais elle l'est de façon très sectorielle, et souvent partielle. En effet, les archives officielles sont nombreuses, aussi bien à Vincennes pour le ministère de la Guerre qu'à Courbevoie pour le ministère des Affaires étrangères, et de nombreux fonds privés viennent compléter ces documents grâce aux correspondances des intéressés, enfin les biographes de l'un et de l'autre ont tous abordé cette période. Il s'agit donc, à la fois, de mettre en corrélation les documents conservés dans différents centres d'archives (et entre lesquels le lien est peu souvent réalisé), et d'autre part de faire le tri dans les témoignages plus ou moins partisans des acteurs, témoins et biographes.

On observera également que Lyautey écrit beaucoup plus que Pétain. Le premier est un auteur reconnu qui entretient une correspondance régulière avec plusieurs grands noms de la littérature et de la presse française. Le second signe, après les avoir fréquemment amendé, les rapports que son état-major rédige. Il y a donc un vrai

déséquilibre dans la perception générale que l'on peut avoir de l'un et de l'autre. En fait, tout sépare en 1925 les deux maréchaux de France et la question rifaine est tout autant un sujet de fond qu'un prétexte.

Le Maroc de l'après Première Guerre Mondiale :

La pacification du Maroc s'est terminée tardivement. On oublie en effet fréquemment que, commencée en 1904 elle ne se termine que vingt ans plus tard, en 1934. La prise de contrôle de la célèbre « tache de Taza », dont la maîtrise permet d'assurer la continuité territoriale avec l'est algérien, ne prend corps qu'au printemps 1914 et n'est finalement achevée qu'en 1926, après l'écrasement de l'insurrection rifaine. Pendant la Grande Guerre encore, il a fallu conduire de nombreuses colonnes pour tenir le secteur, où la situation reste particulièrement instable. Au centre du protectorat, dans la région de Khénifra, le mois de novembre 1914 est marqué par le désastre d'Elhri, avec la destruction de la colonne du colonel Laverdure, aventureusement engagée contre les Zayanes.

En 1924 encore, les bureaux de Lyautey considèrent qu'un tiers à un quart du sultanat restent à pacifier, au nord comme au sud du Grand Atlas et sur les confins algéro-marocains. Dans un large triangle entre Ksar-es-Souk / Zagora et Tiznit, les opérations actives se poursuivent jusqu'au milieu des années 1930 et ce n'est qu'en 1934 que la liaison peut être établie au sud avec les détachements remontant du Mauritanie.

C'est assez dire si l'image que l'on a aujourd'hui d'un Maroc « mythifié » ne correspond pas à la réalité vécue sur le territoire au moins jusqu'au milieu de l'entre-deux-guerres d'une part, et qu'il faut toujours distinguer d'autre part entre le « Maroc utile », globalement des régions de Fez et Meknès au nord à Mogador au sud, et les territoires des tribus insoumises, qui

s'étendent de la zone espagnole à la vallée du Sous. Si Lyautey s'est toujours efforcé d'accroître l'espace soumis à l'autorité du Sultan, il lui a fallu tenir compte à la fois des diminutions d'effectif que Paris ne cesse d'exiger et des contraintes budgétaires qui brident son action.

L'insurrection rifaine :

On sait que depuis l'accord particulier entre Paris et Madrid du 27 novembre 1912, une zone d'influence est reconnue à l'Espagne au nord du protectorat, sur plus de 20.000 km² à partir des *presides* de Ceuta et Mellila. Mais, l'administration coloniale de Madrid peine à s'installer au-delà de la bande côtière, en particulier dans la province du Rif qui se soulève en 1921. Face aux premiers assauts rifains, la faiblesse de l'implantation hispanique et de son armée conduisent les Espagnols à se replier dès 1921 de la région de Mellila, à la suite de la bataille du plateau d'Anoual, qui voit l'armée du général Sylvestre, forte de près de 60.000 hommes dont la moitié de Marocains, battue à plate couture le 27 juillet par les troupes d'Abd el-Krim, puis de leur défaite de Monte Arrui. Ce dernier proclame dans la zone « libérée » une « république du Rif », qui s'appuie à la fois sur l'organisation traditionnelle des tribus et un discours indépendantiste et anticolonial. Grâce à l'important butin dont il a pu se saisir à la suite des défaites espagnoles (en particulier 20.000 fusils et près de 400 canons avec leurs munitions), il organise en particulier une armée, composée à la fois d'une minorité de troupes équipées à l'européenne (5 à 6.000 hommes organisés en unités régulières et soldés), et d'une majorité de contingents tribaux ralliés (80 à 100.000 hommes au grand maximum) aux modes d'action traditionnels et à la motivation très variable, parfois d'autant plus douteuse qu'elle est essentiellement ancrée dans la succession des victoires initiales contre les Espagnols.

Abd el-Krim, par ailleurs, ne reste pas inactif au plan international, d'autant que sa

cause lui vaut la sympathie de tous les mouvements anticolonialistes, socialistes et communistes. Des Indes en Egypte et au Brésil, de l'URSS naissante aux Etats-Unis, un vaste mouvement de sympathie se dessine, que la propagande des jeunes partis communistes occidentaux amplifie. Sur le terrain, la situation se détériore progressivement à partir de 1923-1924 au nord de la zone française, jusqu'à ce que, ayant circonvenu les tribus frontalières, Abd el-Krim lance son offensive au printemps 1925. Lyautey ne dispose alors que de cinq bataillons (sur les quarante affectés sur l'ensemble du sultanat) pour organiser sa manœuvre. Il fait, en toute logique, le choix d'une défensive souple.

Les choix de Lyautey :

Lyautey, dont les services de renseignement sont particulièrement bien organisés, ne se méprend pas sur l'ampleur de la révolte naissante. Dès août 1921, il écrit à son ami Wladimir d'Ormesson :

« Sache que la chose nouvelle et grave, c'est le caractère national qu'a pris ce mouvement. Son chef, Abd el-Krim est un monsieur très européenisé qui sait ce qu'il fait, tient son monde, dispose d'une vraie armée et proclame l'indépendance du Rif ».

Dans son rapport à Paris sur les événements en zone espagnole, la Résidence de France ne cache pas qu'elle considère que les autorités coloniales espagnoles portent une lourde responsabilité dans l'évolution de la situation :

« Ce qu'il importe de noter, c'est que la révolte des tribus, si elle a été occasionnée par un insuccès militaire, a des causes profondes dans le mécontentement général provoqué par des procédés arbitraires de colonisation et une fausse conception de la politique indigène ».



Cliché : ECPAD

Ayant toujours considéré avec réserve l'action de Madrid au nord du protectorat français, Lyautey adopte une attitude résolument prudente, dont il ne se départira qu'à l'hiver 1924.

Au Maroc, la situation devient d'autant plus critique que la chambre conservatrice « bleu horizon », élue en 1919, ne cesse de diminuer chaque année le nombre de bataillons stationnés au Maroc pour honorer les décisions prises à l'égard de l'Allemagne vaincue (en particulier maintien de l'armée du Rhin). En février 1924, le Résident général télégraphie à Paris, tout en précisant que la situation au nord du sultanat est « sérieuse et compliquée » :

« Abd el-Krim est un rebelle de la zone espagnole vis-à-vis duquel nos voisins sont en état manifeste d'infériorité. Si nous prenions ouvertement et efficacement parti contre lui ... nous attirerions sur nous la masse des Rifains et une lutte sanglante dont nous ferions tous les frais s'engagerait sur notre front Nord ».

Considérant qu'il s'agit d'abord d'un problème espagnol et qu'il ne dispose pas des moyens militaires nécessaires pour prendre avec succès l'initiative, il se fait le défenseur auprès du gouvernement de la plus grande prudence.

En décembre de la même année, il détaille son analyse de la situation dans une longue *Note d'ensemble sur la situation politique et militaire du Maroc* et sur les mesures qu'elle comporte. Son analyse est sans concession :

« L'Etat rifain, la République rifaine, existent dès maintenant, mais avec un chef absolu qui exerce une véritable dictature. Abd el-Krim est ouvertement regardé comme sultan, on dit la prière en son nom, il s'est forgé une ascendance idrissite pour pouvoir prétendre au titre de Commandeur des Croyants ... Ni son entourage, ni lui-même ne cachent plus leur résolution, dès qu'ils en auront fini avec les Espagnols, d'attaquer sans tarder les Français. Il ne faut donc pas se payer d'illusions ... Il faudrait être d'un aveuglement et d'une imprévoyance impardonnables pour en méconnaître la gravité et pour ne pas prendre ou prévoir sans délai les mesures qu'elle commande ».

Après les incidents d'Ouargha, qui marquent les premiers vrais affrontements et froissent la susceptibilité métropolitaine, on lui reprochera son attentisme. Mais en oubliant que les renforts qui lui sont promis n'arrivent qu'au compte-goutte, essentiellement à partir de la fin du printemps et de l'été 1925.

L'influence de la politique hexagonale :

Lyautey, qui a vu ses effectifs disponibles diminuer sans cesse au cours des années de législature de la « Chambre bleu horizon », sait qu'il est peu apprécié par la nouvelle Chambre du Cartel des gauches, élue en 1924.

Il faut se souvenir qu'à la même époque la France entretient en Allemagne une puissante Armée du Rhin engagée dans l'occupation de la Ruhr et en butte à l'hostilité diplomatique des Anglo-saxons. Mais les Français se heurtent également à des difficultés au Levant, où vient d'être nommé le général Sarrail, rappelé au service par le Cartel des Gauches. Lyautey lui-même s'en fait l'écho lorsqu'il télégraphie à Edouard Herriot en décembre 1924 en évoquant l'ensemble du monde arabo-musulman :

« Une menace d'autant plus sérieuse qu'il n'y a pas là seulement le point de vue local, mis aussi et surtout tout ce qui vient se greffer là-dessus d'interventions et d'appuis extérieurs, tendant à constituer au nord du Maroc un Etat musulman autonome se réclamant d'Angora et de tout le nationalisme musulman d'Afrique du Nord, Egypte comprise ».

Dans un tel environnement, la réaction de Paris ne pouvait qu'être à la mesure de la menace et la position personnelle du Résident général devient de plus en plus fragile.

Il ne faut pas oublier que Lyautey, éphémère ministre de la Guerre de décembre 1916 à mars 1917, avait été particulièrement malmené par les parlementaires du centre-gauche à la veille de sa démission, et que depuis le début de la crise rifaine la presse radical-socialiste lui reproche quotidiennement ses « provocations » et le qualifie « d'homme qui nous a conduit à la guerre ».

Lyautey est mis « sur la touche » ?

On sait que Lyautey est à cette époque très fatigué. Il a déjà été opéré à deux reprises en France au cours des années précédentes et depuis la fin de l'année 1923 il a demandé à plusieurs reprises « à être remplacé au Maroc », sentant bien écrit-il que « du fait de mon âge, des accidents de santé que j'avais subis, mes forces pouvaient me trahir soudainement ». Il a, lui-même, évoqué au cours de l'année qui précède son départ définitif du Maroc plusieurs hypothèses, changeant d'ailleurs d'avis assez rapidement. Le 7 juin, il demande un adjoint (« Je crois qu'il est de la plus élémentaire sagesse de prévoir un ad latus à mettre auprès de moi, d'abord pour me seconder, puis pour me remplacer sans délai, en cas d'accident »). Le 14, il souhaite désormais la désignation d'un successeur. Le 16, il suggère la mise à sa disposition d'un officier général qui assumerait sous ses

ordres le commandement de l'avant. Le 20, il confirme cette demande mais sans qu'il soit précisé que l'intéressé assumera le commandement militaire au nord du sultanat. Le 25 enfin, il « demande instamment de mettre à sa disposition le général Weygand, pour l'alléger de la direction des opérations ». Mais il a, au préalable, fait référence à plusieurs autres généraux célèbres, tour à tour Guillaumat, Gouraud, Franchet d'Espérey, Serrigny, Naulin, Desticker, Philippot enfin. Objectivement, aux yeux des autorités politiques parisiennes, le moins que l'on puisse dire est que les avis du maréchal ne sont pas très arrêtés, et l'on en retire surtout l'impression en cette fin du printemps 1925 qu'il souhaite surtout quitter le Maroc.

En retour, le gouvernement, qui ne souhaite pas ajouter une crise politique à sa difficile situation intérieure et internationale en donnant le sentiment que Lyautey serait limogé, temporise. Painlevé, président du Conseil, lui écrit le 2 juillet :

« Un chef tel que vous, chargé d'un tel passé, un maréchal de France, n'abandonne pas son poste à l'heure où le danger menace encore ».

Mais il ne s'agit que de propos dilatoires, la « solution Pétain » est déjà en route et Lyautey n'a plus que pour quelques semaines l'apparence du pouvoir dans le sultanat. Le matin même de son arrivée au Maroc, Pétain lui annonce : « J'ai de mauvaises nouvelles »...

Pétain et ses hommes :

En fait, tout oppose Lyautey et Pétain : personnalité, cercle relationnel, carrière, commandements antérieurs, expériences politiques et militaires, ils n'ont rien en commun. Lors de son retour au Maroc en août 1925, Pétain, auréolé de son prestige de « vainqueur des Allemands », a déjà obtenu le transfert d'une division d'infanterie complète du Rhin à Casablanca. Aux allures

de grand seigneur de l'un répond le caractère froid, le ton glacial, le visage marmoréen de l'autre. Dès son arrivée, les débarquements de métropole et les transferts à partir du XIX^e corps d'Algérie-Tunisie se succèdent : spahis, escadrilles d'avions, bataillons de chars, convois automobiles, sapeurs télégraphistes, etc. Au total, de l'ordre de 150.000 hommes sont engagés sur le territoire, alors que les troupes les plus fidèles d'Abd el-Krim ne dépassent pas 20.000 combattants.

Après l'intermède Naulin à l'été 1925, c'est le général Boichut, un fidèle de Pétain, qui arrive au Maroc. Avec lui, des officiers supérieurs qui ont toute la confiance du maréchal depuis la Grande Guerre, comme le commandant Doumenc, l'organisateur de la voie sacrée désormais chargé d'organiser le soutien automobile et les flux logistiques au nord du protectorat.



Cliché : DR

A la différence de son prédécesseur, Pétain a l'oreille du gouvernement qui lui accorde les renforts matériels et humains demandés (on se souvient de Painlevé, à propos de 1917 : *Comment j'ai nommé Pétain*).

Doté dès son arrivée sur le territoire de prérogatives qui entament largement celles de Lyautey, il est en fait l'homme par l'intermédiaire duquel Paris fait connaître son désaveu. Dans la réorganisation générale de l'organisation militaire au Maroc qu'il entreprend, il en vient même à envisager de supprimer les services de renseignement, fierté de Lyautey et sans doute l'une des structures françaises les plus performantes dans le sultanat.

Un changement plus profond que supposé dans les rapports franco-marocains :

Mais, plus qu'un changement d'homme, n'est-ce pas en grande partie, tout à la fois un changement de méthode ? Une évolution radicale dans les relations franco-marocaines ? Ou tout simplement, un changement d'ère. Quoi que les hagiographes de Lyautey puissent en penser, le Résident général, âgé, usé, ne pouvait de toute façon que quitter son poste à brève échéance.

Désormais, l'autorité à la Résidence générale de France appartient à Théodore Steeg, un civil, parlementaire et ministre, et non plus à un chef militaire. Le (ou « la » ?) politique reprend ses droits et la rupture de septembre 1925 ne traduit qu'une évolution ancienne en métropole dont le Maroc avait été jusqu'alors épargné.

Durant la Grande Guerre, Lyautey avait pu bénéficier d'une très large autonomie dans l'exercice de ses responsabilités. Accaparé par la situation sur le front de France et par les relations avec ses alliés, le gouvernement lui laisse pendant quatre ans d'importantes marges de manœuvre, tant que le Maroc fournit à l'hexagone ce qui est attendu. Qu'il s'agisse des appréciations peu favorables portées sur le voisin espagnol ou de son attachement à la personnalité propre du sultanat, Paris tolère l'autonomie acquise par Lyautey sans l'accepter sur le fond. La paix revenue, la reprise en main par le politique n'était qu'une question de temps et de circonstances. Peu apprécié (délicat euphémisme) par la plupart des dirigeants du Cartel des Gauches et les membres du gouvernement, le « militaire » Lyautey devait céder sa place. Pétain le signifie d'ailleurs à son prédécesseur lorsqu'il revient dans le sultanat : « Vous faites de la politique, je fais de la stratégie ».

Lyautey pour sa part, à son retour en métropole à l'automne 1925, place non sans aigreur le débat sur un autre terrain, à la fois plus modeste mais peut-être plus profond :

« Je crois que ce qui est le plus intéressant ... [est] d'examiner ce qui résulta du changement complet de méthodes, datant du moment où l'on m'a retiré en fait le commandement militaire pour le donner au général Naulin arrivant de Paris avec des plans tout préparés, tout un programme d'organisation convenant aussi peu que possible au pays ... L'arrivée du maréchal Pétain avec son programme a de nouveau tout remis en question ».

Il est plus explicite avec le président du Conseil, auquel il s'adresse par écrit le 10 octobre :

« Il m'était impossible, vis-à-vis de la France, du Maroc et de moi-même, de garder un jour de plus la prolongation de ma présence, une apparence même de responsabilité dans des mesures dans lesquelles je n'avais plus qualité pour intervenir et sur lesquelles je différerais de vues avec ceux qui en étaient chargés en dehors de moi ... Les organisations militaires, les doctrines, les méthodes, actuellement au Maroc, l'ont été de dehors de moi, sans que j'aie eu à donner mon avis ou contre les avis. Je n'entends ni les apprécier, ni les critiquer, mais elles diffèrent totalement de celles que, pendant toute ma carrière coloniale, j'ai toujours préconisées et appliquées ».

Osons un dernier bémol. Ces lignes sont écrites après son retour en France, après plusieurs jours de navigation durant lesquelles il a eu tout loisir de méditer... Si elles ne traduisent pas nécessairement une pensée totalement reconstruite, du moins traduisent-elles déjà une volonté de se défendre devant l'histoire. Le vieux Résident général avait toujours la plume alerte, mais n'était plus en phase avec son temps.

Quelques orientations bibliographiques :

Charles-Robert Ageron, « La presse parisienne devant la guerre du Rif (avril 1925-mai 1926), *Revue de l'Occident*

musulman et de la Méditerranée, 1977, n° 1, pp. 7-28.

F. Koerner, « La guerre du Rif espagnol vue par la Direction des affaires indigènes (1921-1924) », *Revue Historique*, n° 581, 1992/1, pp. 141-156.

Jan Pascal, « L'armée française face à Abd el-Krim, ou la tentation de mener une guerre conventionnelle dans une guerre irrégulière, 1924-1927 », *Stratégique*, n° 93-96, 2009/1-4, pp. 319-338.

Mbark Wanaïm, « La France et Abd el-Krim : de l'apaisement politique à l'action militaire (1920-1926) », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 82, 2012, pp. 285-301.

Max Schiavon, *La guerre du Rif. Maroc (1925-1926)*, éditions Pierre de Taillac, Paris, 2016, 298 pages.

Jean-Paul Charnay, *La guerre du Rif. Dernière campagne coloniale ou première guerre révolutionnaire ?*, Editions Anthropos, Paris, 1984

Victor Courcelle-Labrousse et Nicolas Marmié, *La guerre du Rif*, Tallandier, Paris, 2008, 364 pages.

Léon Gabrielli, *Abd el-Krim et les événements du Rif, 1924-1926. Notes et souvenirs*, Editions Atlantides, Casablanca, 1953, 232 pages.

Daniel Rivet, « Quelques propos sur la politique musulmane de Lyautéy au Maroc (1912-1925), in Pierre-Jean Luizard (Dir.), *Le choc colonial et l'Islam*, La Découverte, Paris, 2006, 552 pages.